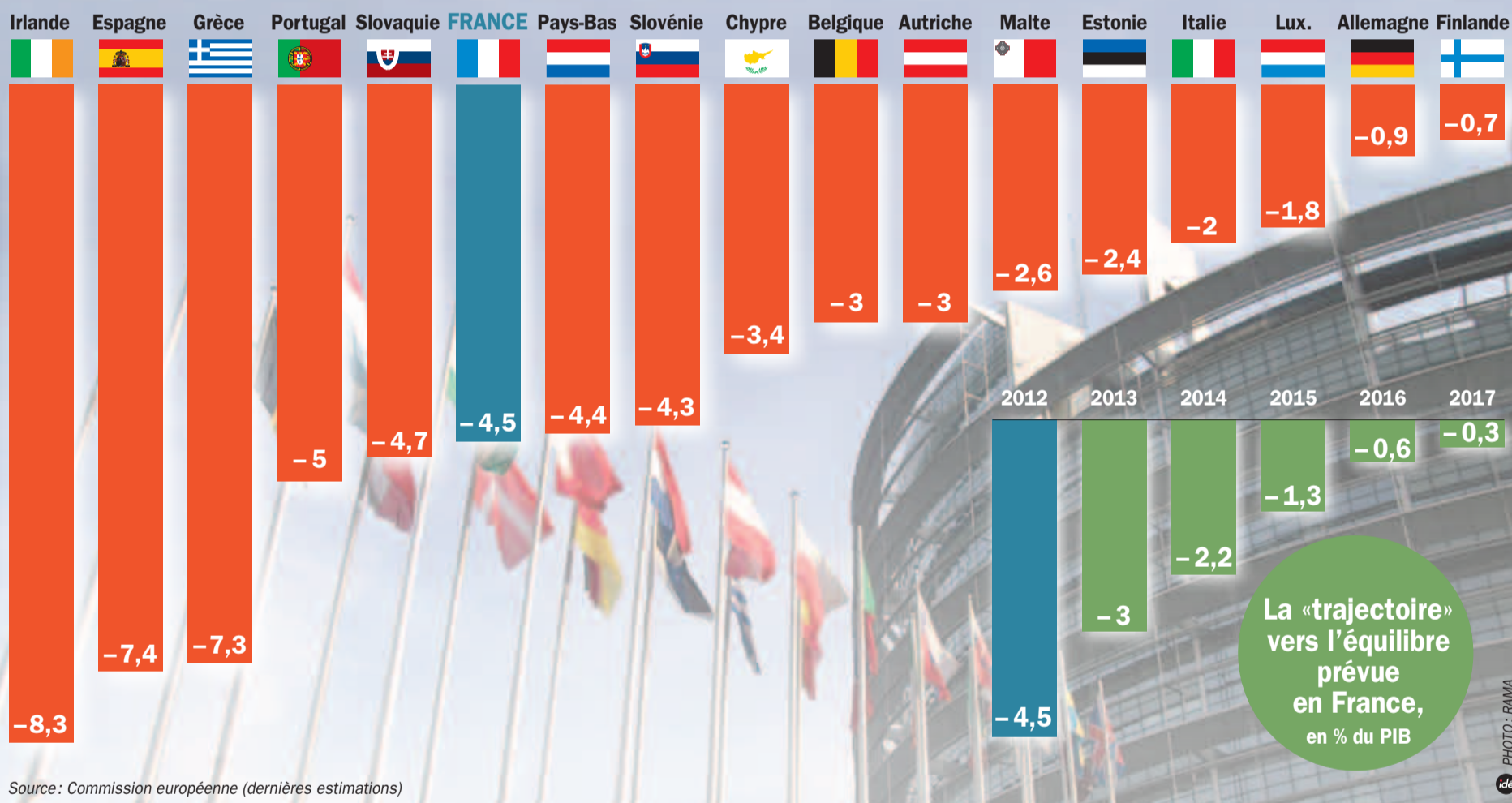


L'Europe pousse la France à la rigueur

► **Dossier spécial sur le traité budgétaire européen** qui sera examiné à partir de demain par le Parlement **P. 11 à 18**

► **Les grands choix budgétaires** ont été présentés vendredi. Dimanche, les opposants au traité manifestaient **P. 2-3**

Les déficits publics des 17 pays de la zone euro, en % du PIB en 2012



Éditorial par Dominique Quinio

Pacte de confiance

Les manifestants réunis à Paris par une soixantaine d'organisations politiques, syndicales ou associatives de gauche, pour protester contre l'austérité en France et en Europe, voyaient dans l'actualité de bonnes raisons de faire entendre leur voix : la discussion qui s'ouvre devant le Parlement français sur le traité budgétaire européen,

celui-là même que la gauche avait largement combattu du temps du précédent gouvernement ; la rigueur du budget présenté à la fin de la semaine dernière ; enfin, la litanie des mauvaises nouvelles de l'emploi, sans que l'action du gouvernement paraisse pouvoir enrayer la spirale du chômage. « La rue ne peut pas se taire pendant cinq ans », a justifié le président du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, dont personne ne pensait qu'il ferait vœu de silence, pour expliquer cette première manifestation de gauche contre un gouvernement de gauche. Ces militants avaient du mal, en effet, à accepter les propos du premier ministre, parlant d'une étape « essentielle » pour rétablir les comptes publics du pays et rendre son crédit à la France. Du mal à discerner ce que François Hollande a obtenu, dans ce traité, comme inflexion en faveur de la relance économique. Du mal à imaginer, réunis dans un même vote, une

grande partie des élus de la majorité (même à contrecœur) et ceux de l'opposition. Pourtant, le pacte (dont nous avons choisi de publier le texte et de l'expliquer, malgré son austérité et sa technicité) est, de fait, une étape essentielle pour montrer la capacité des Européens à mettre de l'ordre dans leurs finances, pour redonner confiance dans la zone euro et dans l'économie française. Il est nécessaire pour que puissent être mis en œuvre les mécanismes de solidarité envers les États les plus fragiles. Mais les quelques dizaines de milliers de manifestants battant le pavé parisien ne doivent pas masquer, par leur radicalité, l'inquiétude sourde et moins démonstrative de nombreux Français devant l'avenir qui se dessine pour eux et leurs enfants. Gagner ou regagner leur confiance est une tâche aussi urgente, pour le gouvernement, que celle de rassurer les marchés, les observateurs et les investisseurs étrangers.

MONDE Les Géorgiens au défi de la démocratie

P. 7-8

SERVICES
Carnet-Météo-Mots-croisés... P. 24
Annonces légales P. 24
Télévision..... P. 25
Liturgie P. 26